



# LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

02 mai 2022

N° 292

Prix: 15 gourdes

## EDITORIAL

# 1<sup>ER</sup> MAI 2022 : LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS MANQUÉ À LA TRADITION



Tôt ce dimanche 1<sup>er</sup> mai 2022, quelques centaines de travailleurs, des militants communistes révolutionnaires, de syndicalistes se sont réunis devant le parc Sonapi, le plus grand centre industriel des installations de la sous-traitance du pays pour commémorer la journée du 1<sup>er</sup> mai, une date importante dans les annales des luttes revendicatives de la classe ouvrière à l'échelle internationale.

Cette année, il y avait beaucoup d'incertitudes sur la célébration de cette journée. D'un côté, il y avait la violence des gangs armés contre la population qui s'est accentuée depuis une semaine, d'un autre côté, le temps était maussade. Pour un dimanche matin dans la tradition du pays, cela n'augurait pas la grande foule, mais les mordus étaient là.

Dès 7 heures 30 AM, ce sont les militants et sympathisants de l'Organisation des Travailleurs Révolutionnaires, OTR, qui sont arrivés en premier. Ils ont aménagé un espace qui leur servira de podium. Des drapeaux, banderoles et pancartes qui résumaient les revendications des travailleurs sont accrochés sur une partie du mur de clôture du Parc Sonapi de façon à ce qu'ils soient bien visibles. Certains de leurs militants distribuaient des tracts qui expliquaient leur présence.

A 8 heures 30, ils ont débuté leur cérémonie par le chant de l'Internationale suivie d'un discours. Arborant leurs pancartes, les poings levés, au milieu de dizaines de drapeaux rouges, ils manifestaient leur conviction que « seule la révolution communiste, par le renversement de la grande bourgeoisie et par la socialisation des moyens de production à l'échelle internationale, représente l'avenir de

l'humanité. Dans cette perspective, la classe ouvrière est la seule capable de prendre la direction de cette lutte et de proposer des perspectives révolutionnaires aux masses populaires ». Puis ils ont égrené des revendications qui mettent en lutte en ce moment des milliers de travailleurs : Insécurité, bas salaires, vie chère, détériorations des conditions de travail, IRI, précarisation. Aux travailleurs en lutte, les militants répondaient : **Vous avez raison de vous mettre en lutte car ceux qui ne se battent pas n'ont aucune chance de gagner.**

Puis des journalistes qui suivaient la cérémonie sont venus demander des interviews, des badauds s'arrêtaient pour discuter avec les militants.

Vers 10 heures AM, les syndicalistes sont arrivés avec un char musical qui vrombissait de la musique. La marche a démarré mais petit à petit d'autres organisations politiques arrivaient avec leurs slogans, qui n'avaient rien à voir avec les revendications des travailleurs. Arrivé devant l'Office National Assurance Maladie, plusieurs organisations ont pris la parole sur plusieurs revendications. Le camarade de l'OTR qui lui aussi a pris la parole, a invité ses camarades ouvriers à se battre pour l'échelle mobile des salaires pour conserver leur pouvoir d'achat.

Le rendez-vous est fixé pour 2023. Vive la lutte des travailleurs. ■

## SOMMAIRE

### Editorial

#### ⇒ Page 1

- 1<sup>er</sup> mai 2022 : Les travailleurs n'ont pas manqué à la tradition

### Leur société

#### ⇒ Page 2

- La sale guerre contre les travailleurs
- Les affameurs !
- Des riverains de la Plaine du Cul-de-Sac terrorisés par des gangs

### Dans les entreprises

#### ⇒ Page 3

- Impôt sur le revenu imposable (IRI) : Quand des patrons de la sous-traitance se muent en agents du fisc
- Mouvement de grève au parc Sonapi contre l'IRI
- IRI : Les agents du ministère des Affaires Sociales tranchent en faveur des patrons

#### ⇒ Page 4

- Les ouvriers de Valdor dans l'impasse !

### Dans l'international

- France : Participation de la candidate de Lutte Ouvrière, Nathalie Arthaud, aux élections présidentielles.

### Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

## LA SALE GUERRE CONTRE LES TRAVAILLEURS

Passant de 28 gourdes en 1991 à 685 gourdes en 2022, le salaire minimum, en valeur nominale, a été multiplié par 24,46. « *Les travailleurs de la sous-traitance ont eu la plus forte hausse de salaire sur les 30 dernières années* », a commenté un patron de la sous-traitance dans le pays. Mais en valeur réelle, le salaire minimum a, pendant 35 ans, très peu bougé, oscillant selon les mobilisations ouvrières entre 2 et 6 us, avec une moyenne de 4,5 us

C'est le branle-bas dans les usines de la sous-traitance au lendemain de chaque ajustement de salaire, si insignifiant soit-il. Le 21 février dernier, après la sortie du décret du gouvernement fixant le nouveau salaire minimum à 685 gourdes, les patrons n'ont pas dérogé à leurs habitudes. Tout faire pour casser le moral des travailleurs, ne pas laisser s'installer pour longtemps dans leur tête la solidarité et la combativité dont ils ont fait montre pendant les trois semaines de lutte, et surtout activer les mécanismes pour ramener le salaire minimum au niveau où il était avant l'ajustement. Ce réflexe patronal a été observé dans toutes les usines.

L'une des manœuvres des patrons consiste à casser le rythme du travail. De nombreux ouvriers sont révoqués, d'autres sont renvoyés chez eux pour une durée

indéterminée. Certains ne sont autorisés à travailler que quelques jours pendant la semaine, parfois, ils ne font que des demi-journées. De sorte que les effets de l'ajustement du salaire minimum n'ont jamais été perceptibles pour une grande majorité de travailleurs. Certains sont allés jusqu'à regretter leur participation aux mobilisations pour l'ajustement, car ils touchent moins après.

L'autre manœuvre bien prisée des patrons est de ne pas appliquer l'intégralité de l'ajustement. En général, les patrons changent seulement le salaire de base mais pas les autres composantes du travail, comme les prix à l'unité, les tarifs de production. Ces prix restent les mêmes qu'avant. Des tracasseries et des conflits éclatent souvent durant la paie et mettent les nerfs des travailleurs à rude épreuve.

Entre temps, dans l'économie, les prix des produits de première nécessité flambent, la valeur de la gourde par rapport au dollar s'effondre. La valeur réelle du salaire minimum étant ainsi ramenée autour de 4 dollars, les activités dans le secteur vont pouvoir redémarrer à plein régime dans les usines. À ce moment-là, les ouvriers sont invités à travailler dur, même le dimanche.

Les liens entre la décote de la gourde, l'inflation et l'exploitation sont faits. Elles participent du mécanisme d'extorsion des richesses des plus pauvres par les plus riches. C'est le reflet de la permanence de la guerre du système capitaliste au profit des classes possédantes.

Aux travailleurs, aux masses de s'organiser pour mener cette guerre, il y a de leur survie. ■

## LES AFFAMEURS !

**Les gros commerçants et consorts sont les plus importants affameurs des classes pauvres par la flambée générale des prix et la spéculation, ce qui fait fondre le pouvoir d'achat de la population comme beurre au soleil.**

Les prix en général et ceux des produits alimentaires en particulier, continuent de flamber sans arrêt et entraînent l'aggravation de la misère au sein des couches pauvres de la population. C'est la grogne partout. Certains prix sont doublés, d'autres triplés d'une semaine à l'autre. Même les familles dites « de classe moyenne », travaillant notamment dans des ONGs avec un salaire plus ou moins décent, se plaignent d'arriver difficilement à joindre les deux bouts. Que dire des classes pauvres ?

Une ouvrière d'une famille de 5 enfants témoigne : « On crève de faim, on ne fait qu'un seul modeste repas par semaine, uniquement le dimanche, et les autres jours, c'est l'incertitude totale pour trouver quelque chose à donner aux enfants ». Elle ajoute : « on n'ose même plus passer au marché ou se rendre à la boutique du

quartier parce qu'on ne peut rien acheter avec le peu d'argent dont on dispose. On évite même les marchands – aux alentours des usines - qui nous vendent habituellement à crédit. On ne pourra pas s'acquitter de nos dettes à cause de l'envolée des prix. On doit déjà trop d'argent avec les prêts à des taux usuraires ».

Un ouvrier du parc Sonapi, de son côté, rapporte qu'un plat à base de riz qui se vendait 150 gourdes, par exemple, il y a 3 mois, est passé à 250 gourdes, avec une nette diminution de la quantité sans parler de la qualité qui laisse toujours à désirer.

Le taux de change est l'argument passe-partout des gros commerçants pour justifier la hausse continue des prix. En l'espace de 2 mois, de fin février à fin avril, le dollar américain est passé de 108 à 125 gourdes, ce qui fait une augmentation d'environ 15%. Alors que les prix sont ajustés

de 30, de 40 jusqu'à 50 % en fonction des produits, poussant ainsi brutalement des milliers de familles dans la pauvreté totale et dans la famine.

Ces mêmes commerçants qui prétextent le taux de change pour s'enrichir en affamant des millions de personnes achètent généralement le dollar à des taux très avantageux grâce aux injections périodiques de la BRH sur le marché des changes. La hausse de leurs prix est de loin très disproportionnée par rapport à la dégringolade de la gourde face au dollar.

Face à la dégradation accélérée des conditions de vie des masses, beaucoup de commentateurs et d'analystes politiques craignent des émeutes de la faim dans les jours à venir. C'est pourtant ce qu'il faut, et à l'échelle nationale pour stopper l'avidité et la cupidité de ces requins ! ■

## DES RIVERAINS DE LA PLAINE DU CUL-DE-SAC TERRORISÉS PAR DES GANGS

**La Plaine du Cul-de-sac est le théâtre, depuis le dimanche 24 avril dernier, d'un affrontement entre gangs rivaux qui sévissent au nord de Port-au-Prince. Un drame qui oblige des centaines d'habitants à fuir leurs maisons, tandis que d'autres s'enferment chez eux, terrorisés. Une situation affligeante qui vient se greffer au fléau du kidnapping et qui porte en son sein de lourdes conséquences pour les riverains de la zone.**

Tôt, ce dimanche 24 avril 2022, les détonations d'armes automatiques ont réveillé beaucoup de riverains de la Plaine du Cul-de-Sac. C'est le résultat de la guerre opposant le gang de 400 Mawozo de la Croix-des-Bouquets à un groupe de bandits de la Croix-des-Missions qui se font appeler « Chiens méchants. Une situation qui risque de couper Port-au-Prince du nord du pays comme c'est le cas à Martissant, l'entrée sud de la capitale.

S'ils s'entretuaient seulement entre criminels, ce serait un moindre mal, mais au milieu de cette guerre, la population se trouve exposée aux balles assassines qui ont déjà fait plusieurs morts parmi les riverains.

Huit (8) membres d'une même famille ont été criblés de balles selon un communiqué de la Protection civile.

Des milliers d'habitants de la région en font les frais. Aussi, sur les 2 places de Clercine, on trouve des centaines de réfugiés. Des appels à l'aide sont lancés dans les médias et sur les réseaux sociaux. Le moment est à la terreur dans cette zone où les kidnappeurs, de surcroît, ne chôment pas. Des maisons sont également incendiées. C'est la panique généralisée.

Cette situation, en plus des pertes en vies humaines, précipite des milliers de rescapés dans des conditions inhumaines et

révoltantes : la plupart dorment à la belle étoile sur des places publiques et d'autres, à plat ventre, par terre, chez eux, toute la journée, pour éviter les balles perdues.

Aujourd'hui, à la Plaine du Cul-de-Sac, les riverains sont privés de leurs activités de subsistance, prisonniers dans leurs propres maisons, piégés dans leur propre quartier. Et, comme d'habitude, les dirigeants et l'institution policière, dite « force de l'ordre » ne sont que spectateurs passifs du drame, quand ils ne sont pas directement complices des gangs. Ce serait se tirer une balle dans le pied si les habitants des quartiers pauvres devaient compter sur ces malfrats pour mettre hors d'état de nuire ces bandits armés. ■

# IMPÔT SUR LE REVENU IMPOSABLE (IRI) : QUAND DES PATRONS DE LA SOUS-TRAITANCE SE MUEMENT EN AGENTS DU FISC

Selon le budget du pays, sont imposables les travailleurs dont le revenu annuel est supérieur à 150.000 gourdes l'an. La valeur au-dessus des 150.000 gourdes est taxée à 10%. Pour les ouvriers de la sous-traitance, elle est répartie sur les 24 quinzaines de paye de l'année.

Dans de nombreuses usines de la sous-traitance, ce sont les patrons qui ont la responsabilité de prélever cet impôt à la source, c'est-à-dire directement sur le salaire des travailleurs pour le transmettre via la Direction Générale des Impôts, DGI, à l'État. Le moins qu'on puisse dire, c'est que les patrons font comme bon leur semble. Le prélèvement de l'IRI devient un vol crapuleux sur les travailleurs qui peinent déjà à joindre les deux bouts.

Dans un secteur pourtant marqué par une grande précarité, les patrons ne se basent pas sur le revenu de l'année mais plutôt sur le revenu de la quinzaine. Évidemment c'est tout le gain des travailleurs qui est taxé à hauteur de 15% toutes les quinzaines, quand seulement une toute petite partie est

assujettie à cet impôt.

**Selon le calcul des patrons :** sur la base du nouveau salaire minimum, un ouvrier qui travaille 5 jours par semaine gagne 6850 gourdes à la quinzaine. L'IRI que le patron perçoit représente 15%, soit  $6850 \times 0,15 = 1027$  gourdes à chaque paie. Si cet ouvrier a la chance de travailler pendant 24 quinzaines, cet impôt représentera pour l'année  $1027 \times 24 = 24.648$  gourdes.

**Selon le calcul de la DGI :** sur l'année cet ouvrier gagnera à raison de 6850 gourdes à la quinzaine :  $6850 \times 24 = 178100$  gourdes. Après avoir enlevé la partie non déductible, 150000 gourdes, il restera donc 28.100 gourdes qui sont imposables. 10% de cette somme représente 2810 gourdes qui doivent être réparties sur 24 quinzaines,  $2810/24 = 117$

gourdes.

1027 gourdes en lieu et place de 117 gourdes sur la fiche de paye d'un ouvrier, voilà le vol des patrons en ce qui concerne la perception d'IRI ! À cela il faut ajouter des prélèvements pour l'ONA, Office National Assurance Vieillesse, pour OFATMA, CFTQ, CAS, ce qui représente plus de 20% de la modique somme reçue comme salaire.

Mais ce n'est pas encore terminé. Le compte est rarement bon. Il y a toujours des manques sur la fiche de paye de l'ouvrier qui peuvent aller jusqu'à 50% de son gain. Des conflits en série opposant les ouvriers aux comptables, se terminent, purement et simplement pour les plus téméraires, par des révocations. ■

## MOUVEMENT DE GRÈVE AU PARC SONAPI CONTRE L'IRI

Au parc Sonapi, des dizaines de milliers de travailleurs ont débrayé pour dénoncer l'attitude de nombreux patrons qui, sous couvert de prélever l'Impôt sur le revenu imposable (IRI), font main basse dans leur salaire. Que ce soit à HANSAE, à MGA ou à Wilbes, des milliers de travailleurs, en colère, étaient vent debout contre l'IRI.

C'est révoltant et inacceptable. *Nous ne comprenons pas comment les patrons et leurs acolytes peuvent prélever 2500 gourdes ou plus sur notre fiche de paye, simplement pour une quinzaine de travail, comme impôt sur le revenu. C'est du vol, scandaient plusieurs ouvriers sur la cour du parc Sonapi. Ils travaillaient tous à HANSAE, dans l'une des 3 usines du groupe installées au parc Sonapi. Le patron venait de les renvoyer chez eux après 4 heures d'arrêt de travail.*

Sommés de s'expliquer sur la façon dont ils prélèvent cet argent, les responsables ont fait comprendre aux travailleurs qu'ils obéissent à la loi. Admettons. *Mais vous volez notre argent, rétorquaient les ouvriers. En effet, dans les explications données sur la façon dont ils font leur calcul, les sous-fifres des patrons*

s'emmêlent les pinceaux, préférant proférer des menaces de révocation aux grévistes

À MGA # 11 et 17 au parc Sonapi, le bras de fer continue entre les ouvriers et la direction. Là aussi, les ouvriers ont battu en brèche les arguments des sous-fifres du patron. Après deux semaines de conflit, la direction a procédé à une réduction du taux d'imposition passant de 15 à 10%. Mais comme à HANSAE, le combat continue.

À MBI, # 52-53, les responsables ont procédé à des révocations tout en concédant une petite baisse du taux d'imposition de l'IRI mais ils s'accrochent à cette manne de ponctionner en moyenne entre 1000 à 1500 gourdes toutes les quinzaines sur le salaire des travailleurs.

L'idée de mettre un barème d'imposition a été adoptée par le gouvernement

de Jovenel Moïse, suite à des manifestations ouvrières dans tout le pays, sur la zone franche dans le Nord'Est et dans la Capitale en 2017. Les ouvriers estimaient qu'ils ne devraient pas être assujettis à l'IRI, vu leur niveau d'exploitation dans les usines d'assemblage matérialisé par un salaire de misère. Ils avaient exigé que soit relevé le plafond des revenus non imposables à chaque ajustement de salaire. De nombreux patrons n'ont jamais exécuté cette directive, continuant à prélever de l'argent de la paie des travailleurs pour IRI. De connivence avec eux, l'État ne les a jamais punis.

La récente montée de luttes des travailleurs contre l'IRI, contre la cupidité des patrons qui n'hésitent pas à taper dans le salaire minable des travailleurs, est légitime. Espérons qu'elles parviendront à un niveau suffisant pour faire reculer ces sangsues. ■

## IRI : LES AGENTS DU MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES TRANCHENT EN FAVEUR DES PATRONS

C'est un secret de Polichinelle de dire que les agents du ministère des Affaires Sociales chargés d'arbitrer à l'amiable les conflits entre patrons et ouvriers sont de fervents avocats des patrons. Méprisants et hautains envers les travailleurs, ils prennent, dans la grande majorité des cas, leurs décisions contre les intérêts des travailleurs.

En pleine lutte de dénonciation des patrons qui extorquent de l'argent frauduleusement sur le salaire des travailleurs sous prétexte de payer l'IRI, une délégation de militants ouvriers était passée à l'annexe du ministère des Affaires Sociales sise à Delmas 33 prendre l'avis de l'État. Ils se sont retrouvés face à des agents qui ne jurèrent que par la défense des intérêts des patrons, dont ils sont les permanents 24 heures sur 24.

Cette délégation a dû insister pour être écoutée par un agent, car dès qu'elle s'est présentée, tous les regards se sont détournés d'elle. Ces fonctionnaires doivent se dire que ce sont des travailleurs sans un sou qui viennent encore les emmerder.

Faisant preuve de détermination, la délégation a finalement trouvé quelqu'un. Un agent les a reçus au bout d'un couloir et debout. Il leur a expliqué que les travailleurs ne connaissent rien à l'IRI. En mission sur le parc industriel pour le compte des patrons de HANSAE dont les trois usines étaient en grève, il a expliqué qu'il venait de faire entendre raison aux grévistes qui avaient repris le travail. Sur le coup, il s'est déplacé en faisant fi des préoccupations de la délégation.

En colère et frustrée, la délégation a demandé à voir un autre agent car le premier ne l'a pas écoutée, et elle n'a rien compris du charabia qu'il débitait. Cette fois-ci, un jeune agent plus calme a accepté de la recevoir dans son bureau. Mais si la forme était différente, le

fond est resté le même. Ce jeune a fait comprendre que les patrons ont une façon particulière de prélever l'IRI. En clair, ils ont raison.

Les arguments de la délégation sur l'Impôt sur le « Revenu Imposable » réclamaient de en exempter les ouvriers car ils n'arrivent même pas à manger avec ce qu'ils gagnent. Et quand bien même ils auraient accepté de faire ce geste de solidarité, la façon dont le prélèvement est fait n'a rien à voir avec ce que les règlements préconisent.

Finalement, les ouvriers sont repartis avec une conviction renforcée, s'ils veulent faire bouger les choses en leur faveur, ils ne doivent compter que sur leurs luttes. ■

# LES OUVRIERS DE VALDOR DANS L'IMPASSE !

Depuis décembre 2021, l'usine Valdor, située à Tabarre 27, a fermé ses portes. Les ouvriers n'ont jusqu'à présent rien reçu ; pas de prestations légales ni de dédommagement.

Malgré leurs multiples démarches auprès du tribunal du travail et auprès du bureau des affaires sociales, ils n'ont reçu de ces instances aucune réponse concrète. C'est à se demander si après 4 mois de tergiversations de la part de l'État, ils auront une chance de recevoir un quelconque dédommagement.

Sur la zone industrielle, les patrons font ce que bon leur semble, sans aucune crainte d'ailleurs. Car, ce sont eux qui font la loi. Ils ont dans leur poche les instances concernées de l'État.

Ce n'est pas la première fois que des patrons ferment les portes de leurs entreprises et lâchent les ouvriers dans les rues. En 2019, au parc industriel Sonapi, le patron de l'usine DKDR a fait la même chose. Les ouvriers ont pris l'usine en otage et bloqué la zone empêchant d'autres usines de fonctionner. Rapidement, les instances de l'État sont intervenues et ils ont eu gain de cause.

Pour l'instant, le seul acte posé par les instances de l'État sous la pression des ouvriers est un scellé sur la porte de l'usine. Après 4 mois de tergiversations, la majorité des ouvriers se sont éparpillés et ont cherché du travail dans d'autres usines. Cela se comprend, car ils vivent au jour le jour. L'élan de mobilisation qu'il y a eu dans les premiers mois a complètement baissé. Il y a quand même un petit groupe qui continue à maintenir



la pression pour avoir leur dû. , Ils ont raison, il ne faut pas lâcher !.■

## DANS L'INTERNATIONAL

### FRANCE : PARTICIPATION DE LA CANDIDATE DE LUTTE OUVRIÈRE, NATHALIE ARTHAUD, AUX ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES.

Se réclamant de Marx, d'Engels, de Lénine et de Trotski, Nathalie Arthaud a été la seule à défendre les idées communistes révolutionnaires dans ces élections. Loin de chercher à être la marionnette de plus qui dirigera le pays au service du grand capital, elle affirme que sa participation à ces joutes électorales est pour promouvoir l'idée que seule la lutte du prolétariat peut faire reculer la grande bourgeoisie et la classe politique en leur arrachant des concessions aujourd'hui. Ces luttes cimenteront la conscience de classe des masses laborieuses et les amèneront vers la révolution communiste internationaliste qui débarrassera l'humanité de la barbarie capitaliste. Nous publions quelques extraits de l'éditorial de Nathalie Arthaud au lendemain du 2<sup>e</sup> tour des présidentielles qui a vu Emmanuel Macron l'emporter sur sa rivale d'extrême droite, Marine Le Pen.

#### Macron réélu, les travailleurs devront se battre pour leurs intérêts

Avec 58,5 % des suffrages, Macron est largement réélu. Ceux qui ont de bonnes raisons de s'en réjouir sont à chercher dans la grande bourgeoisie qui a vu ses affaires, ses profits et ses fortunes prospérer sous son quinquennat.

Pour le monde du travail, l'élimination de Le Pen n'est même pas un soulagement puisqu'elle s'est faite au profit de Macron, l'ennemi avéré des exploités.

C'est d'ailleurs parce que le second tour n'a laissé le choix qu'entre la millionnaire d'extrême droite travestie en démagogue des pauvres et l'homme de la grande bourgeoisie que l'abstention a été aussi importante dans les quartiers populaires.

La défaite de Le Pen ne doit pas masquer sa progression en voix qui sera un encouragement pour les individus et les groupuscules d'extrême droite, anti-ouvriers et racistes. Le succès de la campagne de Le Pen et de celle de Zemmour en poussera peut-être certains à passer à l'action. Et, n'en doutons pas, ils auront le soutien moral, si ce n'est actif, de tous ceux qui, au cœur même de l'appareil d'État, dans la

police et l'armée, portent eux aussi, des projets fascisants.

Pour bien des ouvriers, chômeurs et retraités pauvres, la haine vis-à-vis de Macron était plus forte que tout et elle les a conduits à voter Rassemblement national. Ce faisant, ils ont renforcé l'extrême droite, c'est-à-dire leurs pires ennemis.

Dans le monde ouvrier, la désorientation politique mène les uns à l'indifférence de l'abstention, les autres vers le piège des illusions électorales les conduisant à croire que leur sort dépend de l'élection d'untel ou d'untelle.

Il ne s'agit ni de rire, ni de pleurer, mais de comprendre : tant qu'on en reste à chercher un représentant dans le personnel politique respectueux du système bourgeois, on ne peut qu'être perdant.

Dans le cadre du capitalisme, il ne peut pas y avoir de bon président pour les travailleurs. Aucun président de la République ne peut se rendre maître de l'inflation, de la crise économique ou des guerres. Tant que s'imposent les lois de la concurrence et de la compétitivité, aucun n'a le pouvoir de faire reculer l'exploitation et les inégalités qui créent tant de souffrances.

Le monde du travail n'avait rien à



**Nathalie Arthaud**

gagner dans cette élection et il n'avait pas beaucoup à perdre. L'essentiel est qu'il retrouve sa combativité. Sa force a toujours été dans les luttes collectives, les grèves et les manifestations, et elle le restera.

Alors, l'avenir proche va dépendre de nous-mêmes, de notre capacité à faire front pour rejeter collectivement les attaques anti-ouvrières. Et pour faire face aux menaces politiques de l'extrême droite, il faut renouer avec le combat contre le capitalisme, avec l'objectif ultime de mettre fin au pouvoir de la bourgeoisie. ■

**POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.**

**TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.**

**CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.**